

# Chapitre 12

## L'entreprise et la responsabilité délictuelle

### 1 Application 1

Quelles responsabilités sont encourues dans les cas suivants ?

Cas	Responsabilités encourues
a) non-paiement d'un créancier à l'échéance prévue	Responsabilité civile contractuelle pour inexécution (au moins partielle) du contrat
b) bris d'objets en cristal dans un magasin de décoration	Responsabilité civile quasi-délictuelle (imprudence)
c) chute d'une personne dans le couloir d'une entreprise	Responsabilité civile délictuelle du fait des choses
d) détournement de fonds dans une entreprise pour un responsable	Responsabilités pénale (pour le détournement) et civile délictuelle (pour la faute volontaire)
e) mise en vente d'aliments dont la date de consommation est dépassée	Responsabilité civile délictuelle du fait des produits défectueux (cf. état des produits et préjudices qui en découlent pour les consommateurs)
f) dégât commis par un apprenti lors de la réparation du véhicule d'un client	Responsabilité civile délictuelle du commettant du fait des apprentis
g) destruction partielle d'une maison suite à une inondation due à un fleuve en crue	Cas de force majeure ; pas de responsabilité encourue
h) dysfonctionnement d'une machine ; le salarié qui la manipule est blessé	Responsabilité civile délictuelle ; l'employeur doit avoir appliqué le principe de précaution (information des salariés...)

## 2 Application 2

### 1. Quelles sont les responsabilités encourues par les auteurs du vol ?

Une infraction (le délit de vol) a été commise ; par conséquent, les auteurs du vol engagent leur responsabilité pénale.

De plus, afin de réparer le préjudice causé à la victime, ils engagent aussi leur responsabilité civile délictuelle pour faute personnelle.

### 2. Devant quelle juridiction M. et Mme Jarnet vont-il agir en justice pour obtenir réparation de leur préjudice ?

Dans la mesure où leur préjudice découle de la commission d'une infraction, ils ont le choix entre agir :

- soit devant la juridiction pénale : ils exercent l'action civile, sur laquelle le juge pénal statue après avoir tranché sur l'action publique :
- soit devant la juridiction civile. Dans ce cas la juridiction civile statue après que la juridiction pénale a pris sa décision (condamnation des voleurs), car le jugement pénal a autorité de chose jugée à l'égard du juge civil.

## 3 Application 3

### 1. Quels sont les faits dans cette affaire ?

Un navire de la société Arcoma-Omont, assuré auprès de la société Sammar La Prévoyante, a subi une avarie : son hélice s'est prise dans un caddy qui était immergé dans l'eau d'un port et qui provenait d'un hypermarché de la société Carrefour Hypermarchés.

## 2. Identifier les parties devant la Cour de cassation.

- Demandeur au pourvoi : la société Sammar La Prévoyante (assureur) et la société Arcoma Omont (propriétaire du navire) ;
- Défendeur au pourvoi : la société Carrefour (propriétaire du caddie).

## 3. Quelles sont les demandes présentées devant la Cour de cassation ? Sur quelles règles juridiques s'appuient-elles ?

<b>Demandes présentées par la société Sammar La Prévoyante et la société Arcoma Omont</b>	<b>Fondements juridiques des demandes</b>
<p>La société Carrefour doit être reconnue gardienne des caddies qu'elle met à disposition de ses clients et, par voie de conséquence, doit être déclarée responsable des désordres provoqués par l'un de ses caddies à l'extérieur (et à l'intérieur le cas échéant) de ses magasins.</p> <p>Si la responsabilité de la société Carrefour est ainsi reconnue, la société Sammar La Prévoyante et la société Arcoma Omont pourront demander réparation du préjudice qu'elles ont subi.</p>	<p>Article 1384 alinéa 1<sup>er</sup> du code civil : « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, <b>ou des choses que l'on a sous sa garde.</b> »</p>
<p>La société Carrefour doit être reconnue coupable de faute ou de négligence car elle laisse sortir les caddies du centre commercial et ne fait rien pour éviter le risque d'accident.</p> <p>Si la responsabilité de la société Carrefour est retenue pour faute ou négligence, la société Sammar La Prévoyante et la société Arcoma Omont pourront demander aussi des dommages intérêts en réparation de leur préjudice.</p>	<p>Article 1382 du code civil : « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la <b>faute</b> duquel il est arrivé à le réparer. »</p> <p>Article 1383 du code civil : « Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa <b>négligence</b> ou par son <b>imprudence.</b> »</p>

## 4 Quels motifs précis la Cour de cassation retient-elle pour rejeter le pourvoi ?

La Cour de cassation ne retient pas la responsabilité de la société Carrefour aux motifs que :

- lorsque la société Carrefour met les caddies à disposition de ses clients : il y a un prêt à usage qui transfère la garde du caddie au client utilisateur. La responsabilité de la société ne peut donc être recherchée sur le fondement de l'article 1384 du code civil ;
- le contrat de mise à disposition de caddies par la société Carrefour à ses clients dégage la responsabilité de la société dans la mesure où le caddie ne lui est pas restitué. La preuve d'une faute, d'une négligence ou d'une imprudence sur le fondement des articles 1382 et 1383 du code civil n'a pas été rapportée.

## 4 Application 4

### 1. Quels sont les faits dans ce litige ?

Les consorts X... ont donné à bail (conclusion d'un contrat de bail) un immeuble commercial à la société Myr'Ho.

La société Myr'Ho a confié la gérance de son fonds de commerce à la société Boot shop (conclusion d'un contrat de location-gérance).

La société Boot shop reproche aux consorts X... (les bailleurs) un défaut d'entretien des locaux.

### 2. Identifier les parties devant la Cour de cassation.

- Demandeurs au pourvoi : les consorts X... , bailleurs
- Défendeur au pourvoi : la société Boot shop, locataire-gérante

### 3. Sur quels fondements juridiques est engagée la responsabilité des consorts X... ?

La responsabilité des consorts X... est engagée car :

- la société Boot shop, bien qu'étant un tiers au contrat de bail conclu entre les consorts X... et la société Myr'Ho, subit un préjudice pour l'exploitation de son fonds de commerce car les consorts X... n'exécutent pas leurs obligations contractuelles inscrites dans ce contrat (manque d'entretien des accès à l'immeuble...). Il en résulte pour la société Boot l' « impossibilité d'utiliser normalement les locaux loués » ;
- en conséquence, la société Boot shop peut donc engager la responsabilité civile délictuelle des consorts X...